

LES PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIALISATION ET L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE EDUCATIVE AU VIET NAM

Jean-Yves Martin
CEPRH - ORSTOM

Tout au long de sa longue histoire, le Viet Nam a montré combien les vertus d'une éducation nationale étaient précieuses, que ce soit pour la construction de la nation, son indépendance ou sa libération. Aujourd'hui, face aux perspectives de l'industrialisation, projetée dans une économie plus ouverte au marché et à la concurrence internationale et modernisée, la politique éducative se trouve face à des alternatives de modes de gestion et de définition d'objectifs.

Ainsi, à partir de 1945, pour ne parler que de la période récente, la République Démocratique du Viet Nam s'est lancée dans une politique d'éducation " de guerre et de construction du socialisme " (Le Thac Can), politique propre à rattraper le retard éducatif légué par la période coloniale française (une élite brillante mais très restreinte et près de 90% d'analphabètes) : généraliser l'alphabétisation, lutter contre les envahisseurs étrangers et contre la famine (mots d'ordre de Ho Chi Minh). Cette politique a eu des résultats extrêmement positifs : en 1989 (Recensement général de la population), le taux d'alphabétisation de la population âgée de 10 ans et plus était de 88% et le taux brut de scolarisation primaire de 100%.

Mais cette politique avait atteint son apogée, et les changements amorcés en 1986, s'ils ont été facilités par les progrès éducatifs précédents, ont eu retenti sur le système d'enseignement. Du fait des profondes transformations de l'économie et de la société, du fait aussi de la modification volontariste du rôle de l'Etat, en particulier dans le sens d'un désengagement sélectif dans ses interventions, le système d'éducation-formation est non seulement en décalage dans ses structures, ses orientations et ses produits, mais de plus fragilisé et amoindri dans ses capacités propres. La principale désorientation est née de l'introduction d'une amorce de régulation de l'économie par le marché et de la déconnexion entre plans éducatifs et plans économiques dont les objectifs respectifs étaient auparavant liés dans le système de la planification centralisée.

Dans le contexte de la nécessaire adaptation des ressources humaines du Viet Nam à l'industrialisation et à la modernisation, on espère beaucoup du système d'éducation-formation (SEF). Il ne faut cependant pas attendre de lui ce qu'il ne peut donner, sauf à courir le risque de l'accabler plus tard de tous les maux et de lui faire porter la responsabilité d'échecs qui ne seraient pas les siens. Même s'ils sont réels, en particulier dans le domaine des qualifications techniques, les handicaps pour l'industrialisation ne sont pas seulement d'éducation-formation. Ils sont en premier lieu de nature physique

(infrastructures). Ils sont en second lieu, mais plus en profondeur, institutionnels. L'exemple des NPI de l'Asie du Sud-Est est éclairant sur ce point.

La politique du *Doi Moi* a induit des progrès remarquables dans tous les secteurs de l'économie. Ces progrès ont été accomplis sur la base du potentiel éducatif existant et aussi à la faveur de la modification de l'environnement institutionnel (économique et politique) qui a permis une libération des initiatives individuelles et collectives. Ces progrès généraux sont également porteurs d'inégalités économiques et sociales, et les incertitudes qui pèsent sur le SEF sont plus lourdes dans les zones rurales les plus reculées et dans les zones urbaines les plus défavorisées. Pauvreté, sous-emploi et chômage sont associés à faible scolarisation.

Dans cette situation marquée par le dynamisme mais aussi l'ambivalence, quelles pourraient être les orientations de la politique éducative ? Quelques principes peuvent être mis en avant :

- les bilans effectués par les pouvoirs publics attestent que le SEF doit être réhabilité. Dans cette optique, la recherche de la qualité est prioritaire ;

- L'inadéquation du SEF au nouveau marché du travail est également établie, mais pas de manière suffisamment explicite pour en déduire des politiques claires. Des études plus approfondies sur le SEF et sur un marché du travail très évolutif sont nécessaires ;

- Quelques principes de politique éducative doivent être gardés en mémoire. L'unité de temps de l'éducation est celui de la génération, et cela implique de bien faire la part des objectifs à court terme et de ceux à long terme. Par ailleurs, dans une perspective sociologique, les bilans mondiaux des politiques éducatives montrent que les limites de la planification de l'éducation sont celles imposées au changement par le fonctionnement normal des principales institutions de la société ;

- Une conception élargie des ressources humaines (qui ne seraient donc pas réduites à un stock de qualifications) peut être le meilleur guide de la réflexion sur l'avenir. Cela veut dire que les travailleurs sont aussi des acteurs sociaux, et que le rôle de l'Etat comme garant d'une éducation nationale de qualité et veillant aux grands équilibres est primordial pour la mobilisation des ressources humaines.

Martin Jean-Yves. (1995)

Les perspectives de l'industrialisation et l'évolution de la politique éducative au Viet Nam

In : L'impact des transformations économiques sur le développement des ressources humaines, l'emploi et le secteur informel au Viet Nam et en Asie du Sud-Est : résumés des communications

Hanoi : MOLISA ; ORSTOM, 77-78 multigr.1995/11/15-17